

Travail social : la droite rejette la revalorisation des salaires

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) regrettent l'attitude de la droite au Sénat qui a considérablement appauvri leur proposition de loi pour revaloriser les métiers du travail social. Un texte pourtant déterminant pour reconnaître à sa juste valeur l'engagement de celles et ceux qui accompagnent au quotidien les personnes les plus vulnérables.

Plus d'un million de travailleuses et de travailleurs sociaux assurent chaque jour un rôle essentiel de soin, de lien et d'accompagnement auprès des personnes les plus vulnérables – personnes en situation de handicap, personnes âgées, enfants en danger, familles en difficulté. Ces professionnelles et professionnels, très majoritairement des femmes, redonnent de la dignité à ces personnes, soutiennent les parcours de vie et incarnent concrètement la promesse républicaine d'égalité et de solidarité.

Pourtant, depuis de trop nombreuses années, les travailleuses et travailleurs sociaux alertent sur la crise grave et structurelle de leur secteur. Manque d'attractivité, perte de sens, explosion des postes vacants, effondrement des structures et des services et chute des effectifs en formation : tous les signaux sont au rouge.

Les salaires sont bloqués depuis près de vingt ans, tandis que les conditions de travail se dégradent fortement. Les aides à domicile, parmi les métiers les plus pénibles, en sont un exemple criant : horaires décalés, temps partiels subis, rémunérations inférieures au SMIC. Si rien n'est fait, la situation aboutira rapidement à des refus de prise en charge, au détriment des personnes les plus fragiles.

En décembre 2023, le Haut Conseil du travail social, présidé par Mathieu Klein, a remis au Gouvernement un livre blanc proposant des pistes ambitieuses et现实的 pour refonder le travail social. Face à l'inertie de l'Exécutif, le groupe SER a pris ses responsabilités en déposant une proposition de loi pour la revalorisation des métiers du travail social.

Concrètement, nous proposons :

- un salaire minimal de 1600 € nets dans tout le secteur
- l'indexation des financements publics sur l'inflation et la sortie d'une logique de financement à l'activité et par appels à projets ;
- la création de ratios minimaux d'encadrement de sécurité et d'objectif de qualité ;
- l'égalité d'accès aux droits et services étudiants pour les élèves en formation en travail social.

Aveuglée par sa vision comptable, la droite au Sénat refuse de reconnaître la valeur du travail humain et du service public de proximité. Malgré l'urgence sociale, la droite ne garde qu'un article sur le statut d'étudiant pour les élèves en formation. Si nous saluons cette avancée, nous espérons que l'Assemblée nationale s'affranchira de la frilosité budgétaire de la droite sénatoriale et qu'elle rétablira l'ensemble de ces mesures essentielles pour assurer l'attractivité de ce secteur.



Annie Le Houérou
Sénatrice des Côtes-d'Armor



Emilienne Poumirol
Sénatrice de la Haute-Garonne



Jean-Luc Fichet
Sénateur du Finistère